

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Brésil

### Résumé

Une publication du SER de Brasília  
Semaine du 22 06 2026

#### Le gouvernement renforce de 140 Md BRL sa politique industrielle, à l'approche de la présidentielle

Le président Lula a annoncé, à moins de 4 mois des élections, un apport supplémentaire de 140 Md BRL (~24 Md EUR) à sa politique industrielle NIB (Nouvelle Industrie Brésil), financé par des banques de développement nationales. Ce montant porte l'enveloppe totale à plus de 750 Md BRL. Il cible des secteurs stratégiques — IA, minéraux critiques, engrais — au nom de la souveraineté technologique et agricole.

#### LE CHIFFRE A RETENIR :

# 14%

La nouvelle anticipation des agents locaux pour le taux directeur (Selic) en fin d'année, soit une seule baisse supplémentaire de 25 pdb d'ici décembre.

Source : Focus

#### Le Brésil, 3e récepteur mondial d'IDE en 2025

Le Brésil s'est hissé en 2025 au 3e rang mondial des destinations d'IDE, derrière les seuls États-Unis et la Chine, avec 77 Md USD d'entrées selon l'OCDE. Une performance portée par ses ressources, son énergie bas-carbone et son marché intérieur, qui contraste avec un environnement d'affaires dégradé (coût du capital très élevé, « coût Brésil ») et une attractivité encore concentrée sur quelques grands projets.

#### Le Brésil tombe au 65<sup>e</sup> rang sur 70 au classement mondial de compétitivité, en recul de sept places

Le Brésil perd sept places dans l'édition 2026 du classement de compétitivité du World Competitiveness Center, tombant au 65<sup>e</sup> rang sur 70 et effaçant le rebond de 2025. La dégradation touche les quatre piliers de l'indice — efficacité des entreprises, performance économique, efficacité gouvernementale et infrastructures — les deux premiers reculant le plus. Une même contrainte domine : le coût du capital prohibitif, entretenu par la trajectoire budgétaire.

## Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur la semaine	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	+2,2%	+2,0%	172 126
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+1,8%	+2,2%	126
Taux de change USD/BRL	+0,4%	+0,2%	5,19
Taux de change €/BRL	-1,3%	-0,5%	5,92

Note : Données du jeudi à 11h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

# Actualités macro-économiques & financières

## Le gouvernement renforce de 140 Md BRL le financement de sa politique industrielle, à l'approche de la présidentielle

Le gouvernement brésilien a annoncé un apport supplémentaire de 140 Md BRL (~24 Md EUR) à sa politique industrielle Nouvelle industrie Brésil (NIB), à déployer d'ici décembre 2026, portant à plus de 750 Md BRL (~127 Md EUR) les ressources mobilisées sur la période 2023-2026. L'annonce intervient à moins de quatre mois du premier tour d'élections générales, où le président sortant brigue un nouveau mandat. Le nouvel apport sera financé à hauteur de 102,5 Md BRL par la BNDES et de 37,5 Md BRL par la Finep, agence de financement de l'innovation rattachée au ministère des Sciences, Technologies et Innovation.

**Les financements ciblent une dizaine de secteurs jugés stratégiques** : engrais, machines agricoles, principes actifs pharmaceutiques (IFA), biomédicaments et thérapies avancées, mobilité durable, intelligence artificielle, audiovisuel, minéraux critiques et technologies à double usage (civil et militaire). **Deux logiques de souveraineté s'y dégagent. D'une part, la montée en puissance des secteurs technologiques — IA, minéraux critiques, technologies duales**

— traduit une volonté de réduire la dépendance aux chaînes d'approvisionnement asiatiques, notamment chinoises, et d'arrimer la politique industrielle aux enjeux de transition énergétique. **D'autre part, l'accent mis sur les engrais et les machines agricoles vise à relocaliser des maillons critiques de la chaîne agro-industrielle** : premier importateur mondial d'engrais, le Brésil achète à l'étranger plus de 85% de sa consommation, une dépendance que le récent conflit au Moyen-Orient — fournisseur majeur de fertilisants azotés, dont l'acheminement transite par le détroit d'Ormuz — est venu fragiliser, en renchérissant les prix et en ravivant l'urgence d'une production nationale.

**Lancée en janvier 2024, la NIB est la politique industrielle du gouvernement Lula, pilotée au sein du Ministère du développement industriel et du commerce (MDIC) par le vice-président Geraldo Alckmin via le Conseil national de développement industriel (CNDI).** Présentée comme un instrument de « néo-industrialisation », elle vise à enrayer le recul du poids de l'industrie dans l'économie et s'articule autour de six missions thématiques : 1/ chaînes agro-industrielles durables et numériques ; 2/ complexe économique-industriel de la santé ; 3/ infrastructures, logement et mobilité urbaines ; 4/ transformation numérique de l'industrie ; 5/ bioéconomie et transition énergétique ; et 6/ technologies pour la souveraineté et la défense.

**Le financement de la NIB repose sur un dispositif dédié, le « Plano Mais Produção » (« Plus de production »), qui rassemble l'ensemble des lignes de crédit et des aides mobilisables au titre du programme.** Son enveloppe a été nettement élargie en 2024, passant de

300 à 506,7 Md BRL, grâce à l'entrée de nouvelles banques publiques fédérales — Banco do Brasil, Caixa Econômica Federal, Banque du Nordeste et Banque d'Amazonie — venues s'ajouter à la BNDES, à la Finep et à l'Embrapii. Les 140 Md BRL supplémentaires s'inscrivent dans le prolongement de cette montée en puissance. La BNDES en reste le principal canal : ses décaissements en faveur de l'industrie ont fortement progressé depuis 2023, et elle intervient sous deux formes — des prêts (les lignes de crédit) et des financements non remboursables.

## Le Brésil, 3e récepteur mondial d'IDE en 2025

**Le Brésil s'est hissé au 3e rang mondial des destinations d'investissement direct étranger (IDE) en 2025, derrière les seuls États-Unis et la Chine, selon les données publiées par l'OCDE. Avec 77 Md USD d'entrées, contre 63 Md USD en 2024 — soit une progression de près de 23 % — le pays a capté environ 4,9% des flux mondiaux d'IDE sur l'année<sup>1</sup>.** Le signal est donc particulièrement fort : dans un environnement mondial plus fragmenté, marqué par les tensions commerciales, la réorganisation des chaînes de valeur et la montée des besoins en énergie bas-carbone, le Brésil apparaît comme l'une des rares grandes économies émergentes capables d'attirer des volumes d'investissement comparables à ceux des toutes premières puissances mondiales.

---

<sup>1</sup> Ce résultat est d'autant plus impressionnant que l'économie brésilienne reste d'un ordre de grandeur très

**La performance brésilienne s'inscrit dans un rebond global des IDE, mais elle se distingue par son ampleur.** Les flux mondiaux ont progressé de 15% en 2025, à 1 660 Md USD selon l'OCDE, hausse ramenée à 6% une fois neutralisées les fortes fluctuations de certaines économies européennes. Les États-Unis restent de très loin le premier récepteur mondial (288 Md USD), suivis par la Chine (80 Md USD), puis par le Brésil (77 Md USD). Le pays était 2e mondial au premier semestre 2025, derrière les seuls États-Unis, avec 38 Md USD d'entrées. Son recul sur l'ensemble de l'année tient en particulier au rebond de la Chine, dont les flux repartent à la hausse au second semestre, après trois années de repli.

**Les secteurs les plus porteurs correspondent aux avantages structurels du pays : énergie renouvelable, ressources naturelles, agro-industrie, minerais critiques, data centers, services numériques, infrastructures et segments industriels à plus forte valeur ajoutée.** Le Brésil dispose d'un mix électrique très décarboné, autour de 85% d'électricité d'origine renouvelable, d'un vaste territoire, d'un marché intérieur de plus de 210 millions d'habitants et d'un écosystème numérique dynamique, notamment dans la fintech. Ces atouts en font une destination crédible pour les investisseurs cherchant à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement, réduire leur empreinte carbone ou servir un grand marché depuis une base régionale.

**La géographie des investissements reflète une double logique de taille de marché et d'accès aux ressources.** Les mégaprojets de data centers adossés aux renouvelables privilégient le Nord-

inférieur à celles qui le devançant : le PIB nominal américain en USD est environ treize fois supérieur au sien, et celui de la Chine près de neuf fois.

Est, en raison du potentiel éolien et solaire, de la disponibilité foncière et de la présence d'infrastructures portuaires. Les investissements industriels, financiers, technologiques et de services restent toutefois très concentrés dans les régions Sud et surtout Sud-Est — São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais — où se trouvent les principaux bassins de consommation, de capital humain, d'infrastructures et de sièges sociaux. À cette géographie économique s'ajoute une dimension géopolitique : dans un monde plus fragmenté, le Brésil bénéficie d'une neutralité active, dialoguant avec les États-Unis, l'Union européenne, la Chine et le Sud global sans alignement exclusif, ce qui renforce son rôle de plateforme de diversification.

**La nature de ces flux appelle toutefois une lecture prudente.** Les IDE ne correspondent pas seulement à des usines ou à des projets entièrement nouveaux : ils regroupent les prises de participation au capital, les bénéfices réinvestis et les opérations intragroupe, notamment les prêts entre maisons mères et filiales. Dans le cas brésilien, l'OCDE a signalé au premier semestre que la hausse des flux tenait en partie à des ajustements de prêts intragroupe, une composante par nature plus volatile.

**Les investissements « greenfield » n'en demeurent pas moins un pilier important de l'attractivité brésilienne, en particulier dans l'énergie et le numérique.** Alors que ces projets ont globalement ralenti en 2025 — la dépense en capital reculant de 24% dans les économies émergentes — l'OCDE souligne que le Brésil a capté l'une des plus grosses annonces de l'année : un projet d'environ 40 Md USD de data center alimenté par énergie éolienne. Situé dans le complexe

portuaire de Pecém, au Ceará, et associé à TikTok, Pátria et Casa dos Ventos, il illustre l'ambition du Brésil de se positionner comme plateforme d'exportation de services numériques intensifs en énergie propre.

**Le succès brésilien contraste fortement avec le très mauvais classement du pays dans l'édition 2026 du World Competitiveness Ranking de l'IMD** (voir brève ci-dessous : « Le Brésil tombe au 65e rang sur 70 au classement mondial de compétitivité, en recul de sept places »). Les deux lectures coexistent parce qu'elles mesurent des réalités différentes : les IDE récompensent d'abord la taille du marché, les ressources et le potentiel de rendement, tandis que l'indice de compétitivité mesure l'efficacité de l'environnement d'affaires.

**Le coût du capital constitue le nœud central de cette contradiction.** Le Brésil figure en dernière position mondiale sur ce critère dans le classement IMD, de même que sur plusieurs dimensions liées à l'éducation, à la productivité de la main-d'œuvre et aux compétences. Cette faiblesse donne une clé de lecture du profil des IDE : un pays très attractif par ses actifs stratégiques, mais où le coût élevé de l'argent et les frictions du « coût Brésil » peuvent favoriser les flux intragroupes, les bénéfiques réinvestis ou quelques très grands projets ciblés, plutôt qu'une diffusion plus large de l'investissement productif.

# Etude économique & financière

## Le Brésil tombe au 65<sup>e</sup> rang sur 70 au classement mondial de compétitivité, en recul de sept places

**Le Brésil a perdu 7 places dans l'édition 2026 du classement mondial de compétitivité publié par le World Competitiveness Center de l'IMD (école de commerce suisse), tombant au 65<sup>e</sup> rang sur 70 économies évaluées** — sa pire position depuis le début du suivi. Le pays se retrouve en queue de peloton, devant les seuls Botswana (66<sup>e</sup>), Mongolie (67<sup>e</sup>), Nigeria (68<sup>e</sup>), Namibie (69<sup>e</sup>) et Venezuela (70<sup>e</sup>), et loin du trio de tête formé par Singapour, Hong Kong et la Suisse. Le recul est d'autant plus marqué qu'il efface le redressement de 2025, année où le Brésil avait atteint la 58<sup>e</sup> position, son meilleur résultat depuis 2020, et le ramène sous son précédent point bas (62<sup>e</sup> en 2024).

**La dégradation touche les quatre piliers de l'indice, élaboré par l'IMD avec la Fondation Dom Cabral (FDC) à partir de 341 indicateurs combinant données objectives et enquête d'opinion auprès des dirigeants.** La chute la plus sévère concerne l'efficacité des entreprises, qui perd onze places (67<sup>e</sup>), suivie de la performance économique, en repli de six positions (36<sup>e</sup>). L'efficacité gouvernementale prolonge une trajectoire de détérioration entamée en 2022 et s'enfonce à la 69<sup>e</sup> place, l'avant-dernière au monde, tandis que les infrastructures reculent également (61<sup>e</sup>).

**Au sein de l'efficacité des entreprises — le pilier le plus dégradé — presque tous les sous-indices décrochent.** La productivité (68<sup>e</sup>, -9) reste le maillon faible : avec un score de 21,9 sur 100, elle traduit une productivité globale des facteurs atone, le pays peinant à convertir investissement et qualification en gains d'efficacité. Les pratiques de gestion (59<sup>e</sup>, -11) signent la chute la plus brutale ; mesurées presque exclusivement par enquête (qualité de la gouvernance, adaptabilité, orientation client), elles reflètent un climat d'affaires assombri autant qu'une réalité managériale. La finance (55<sup>e</sup>, -5) capte le coût et l'accès au capital ainsi que la profondeur des marchés — le canal le plus direct du resserrement monétaire. Le marché du travail (60<sup>e</sup>, -4) pâtit de l'inadéquation des compétences et de l'informalité, et les attitudes et valeurs (67<sup>e</sup>, -5), elles aussi perceptives, prolongent le pessimisme ambiant.

**L'efficacité gouvernementale est plombée par des finances publiques classées dernières au monde (70<sup>e</sup>, 22,7 sur 100), reflet de la dérive de la dette et du déficit amorcée en 2022 et de la qualité — plus que du seul volume — de la dépense publique.** Le cadre institutionnel (67<sup>e</sup>) et le cadre sociétal (67<sup>e</sup>), tous deux en recul, traduisent l'érosion de la sécurité juridique et de la confiance institutionnelle, tandis que la législation des affaires (66<sup>e</sup>), expression du « Coût Brésil », demeure très basse malgré une légère amélioration. Seule la politique fiscale, en dépit d'une chute de huit places, se maintient un peu au-dessus (55<sup>e</sup>) — la réforme de la TVA duale n'y étant pas encore visible. Un même nœud relie les deux piliers : le coût du capital, conséquence d'un taux directeur (Selic) élevé, lui-même nourri par la trajectoire budgétaire, qui

asphyxie l'investissement privé et la productivité.

**La performance économique reste le point fort relatif du pays (36<sup>e</sup>), mais elle se fragilise.** L'économie domestique (croissance, dynamisme du marché intérieur) perd dix places (41<sup>e</sup>) et les prix (inflation, coût de la vie) reculent d'autant (37<sup>e</sup>). À l'inverse, le commerce international progresse légèrement (53<sup>e</sup>, +3) sans effacer le handicap d'une économie parmi les plus fermées des grands émergents, et le Brésil conserve de solides positions sur l'emploi (20<sup>e</sup>) et l'investissement international (22<sup>e</sup>), qui amortissent la baisse d'ensemble. Du côté des infrastructures, le décrochage tient surtout à l'éducation (66<sup>e</sup>) et aux infrastructures technologiques (62<sup>e</sup>, -5); les volets sanitaire et environnemental (48<sup>e</sup>) et scientifique (42<sup>e</sup>) résistent mieux et stabilisent le pilier.

**La gravité du diagnostic se lit dans les sept critères où le Brésil occupe la toute dernière place mondiale : coût du capital, endettement des entreprises, éducation primaire et secondaire, productivité de la main-d'œuvre, compétences linguistiques, compétences financières et systèmes de valeur (confiance et de prévisibilité dans les relations économiques).** L'endettement des entreprises atteint un niveau record, avec neuf millions de sociétés et entrepreneurs individuels en défaut, soit 1,5 million de plus qu'un an plus tôt. Selon la FDC, le système financier dispose de capitaux

abondants, mais ceux-ci sont massivement canalisés vers le financement de l'État, au détriment des entreprises. L'institution insiste toutefois sur le fait que les taux élevés ne sont qu'un symptôme : l'environnement juridique « confus », l'insécurité réglementaire et le coût élevé pour faire des affaires constituent des freins structurels, au même titre que le déficit éducatif et la faible productivité des facteurs.

**Le tableau n'est pas uniformément sombre.** Le Brésil figure parmi les cinq premiers mondiaux pour la création d'emplois à long terme, les subventions publiques et la part des énergies renouvelables dans son mix énergétique. Il se classe 7<sup>e</sup> pour les flux entrants d'investissement direct étranger et 8<sup>e</sup> pour l'entrepreneuriat en phase initiale. Ce paradoxe — une grande économie mal classée — tient à la nature même de l'indice, qui mesure l'efficacité de l'environnement d'affaires et non la puissance économique : normalisé et indifférent à la taille, il sanctionne les frictions propres au Brésil (faible ouverture commerciale, lourdeur réglementaire, complexité fiscale) dont sont exemptes des économies plus petites mais plus fluides. Le contraste n'en est que plus frappant : le FMI prévoit que le Brésil clôturera l'année comme dixième économie mondiale, à 2,5% du PIB global, alors qu'il voisine ici avec des pays bien plus petits et parfois en proie à de fortes tensions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasilia.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier), Léo Portier (Adjoint), Pierre Bourgeois (stagiaire).

Abonnez-vous : [leo.portier@dgtresor.gouv.fr](mailto:leo.portier@dgtresor.gouv.fr)